





plusieurs discours, notamment ceux prononcés par MM. Johnston et Buffet, sur l'interdiction de donner aux conventions commerciales de 1860. Ces deux orateurs se trouvant en contradiction complète avec les affirmations portées à la tribune par le président de la République, il en est résulté un incident des plus regrettables qui, pour tous les esprits patriotes et désintéressés, les arguments présidentiels pour la défense et l'opportunité des taxes sur les matières premières.

Je vous renvoie surtout à la démonstration de l'honorable M. Buffet, qui a établi que ce ne sont point seulement des droits compensatoires, qui se trouvent en effet autorisés par certaines stipulations du traité, mais des droits protecteurs dont M. Thiers demande l'établissement. Or, de telles contributions intérieures dépassent entièrement les prévisions des négociateurs de 1860 et intéressent trop directement le commerce international, pour que la dénonciation, dont l'utilité est contestée par le gouvernement, ne soit pas regardée comme nécessaire. Cette nécessité paraît si forte à MM. Johnston et Buffet, qu'ils ont émis, l'un et l'autre, la crainte que des négociations fussent déjà entreprises à ce sujet en dehors de l'Assemblée. M. Thiers et M. Victor Lefranc ont, tour à tour, et malgré eux, donné raison à ces appréhensions patriotiques, en accusant les libre-échangistes de fournir des arguments à l'étranger contre nos propres intérêts.

La séance a été levée au milieu de l'indécision la plus complète et d'un désarroi économique plus achevé que jamais. Si j'osais exprimer ici une impression politique, je vous dirais que nous cotoyons journellement l'anarchie politique et intellectuelle dont paraît hier le président de la République.

Ce matin a été célébré, à l'église Saint-Sulpice, le mariage de M<sup>lle</sup> Alice Schert, fille de l'ancien président de la chambre des notaires de Paris, avec M. Albert Acloque.

## REVUE DES JOURNAUX

La Presse revient sur l'importante réunion du centre gauche dans laquelle a été jugée et condamnée la fameuse proposition Picard, tendant à la proclamation de la République définitive, et fait excellentement ressortir les rares qualités gouvernementales qui se sont, à cette occasion, révélées dans ce groupe parlementaire.

Ce qui doit surtout être remarqué dans cette délibération, c'est l'attitude franchement gouvernementale de ce groupe important de la Chambre, qui est devenu le véritable pivot de la nouvelle majorité.

Au milieu du fractionnement des partis, déchirés par les questions d'astiques, le centre gauche a du moins le mérite d'avoir des principes politiques et une ligne de conduite parfaitement nette. Il accepte la République par raison, il repousse les ambitions monarchiques par patriotisme; il combat les exigences révolutionnaires par conscience; il soutient le gouvernement de M. Thiers par nécessité. Placé entre les résistances plus ou moins timides de la droite, les défiances de la gauche modérée et les excès de la gauche radicale, il attire à lui les esprits indépendants et désintéressés. Dans le mouvement parlementaire, soumis à tant d'impulsions déréglées, il est un modérateur, et il peut devenir un régulateur pour empêcher et apaiser les conflits.

Il est bien évident que l'attitude du centre gauche, en face de la proposition Picard, n'a pas peu contribué à déterminer les projets d'alliance du centre droit, alliance qui serait un gage si considérable de la sécurité de notre avenir.

Le Courrier de France signale, à un tout nouveau point de vue, l'importance de la nouvelle loi que l'Assemblée va être appelée à faire sur les associations.

L'enseignement a été livré jusqu'à deux monopoles presque toujours rivaux, et quelquefois unis ou subordonnés l'un à l'autre : le monopole de l'Etat et le monopole de l'Eglise. Cette concurrence insuffisante n'a produit que des résultats médiocres et des bienfaits précaires, et nous ne pouvons que porter envie aux peuples qui ont des universités libres, des facultés libres et des collèges libres. Mais, pour que l'instruction publique à tous ses degrés puisse prendre chez nous un sérieux développement sans que le budget soit chargé d'un fardeau trop pesant et sans que les partis soient tentés de faire de l'éducation de la jeunesse un nouveau moyen d'oppression, il faut que des associations puissantes naissent sans obstacles, vivrent sans entraves, se gouvernent avec une parfaite indépendance, et s'enrichissent progressivement par l'accumulation de ces dons et legs que la générosité des particuliers prodigue dans tous les pays, où l'on n'est pas habitué à tout attendre du pouvoir central.

Partisans de la liberté absolue d'association, que nous considérons comme faisant partie intégrante de la liberté de contrôle et de discussion, nous n'avons aucune peine à nous associer aux vues du Courrier de France, qui voit de plus en plus un puissant instrument d'instruction et de moralisation du peuple.

La République française reproche à M. Thiers d'avoir, dans la péroraison de son discours de samedi passé, fourni aux journaux monarchistes l'occasion de remettre en question l'avenir de la République.

L'avant-dernier discours de M. Thiers, en matière de finances, se terminait par une éloquentة adjuration à l'Assemblée de Versailles de concourir à l'essai loyal de la République; son dernier discours nous le montre reculant jusqu'au fameux pacte de Bordeaux. La première péroraison avait consterné les monarchistes; la dernière leur rend tout courage. On voit trop qu'il ne s'agit en tout ceci que d'un jeu de bascule parlementaire, que d'une tactique qui consiste à maintenir l'équilibre entre les divers partis qui se partagent l'Assemblée de Versailles, et dont M. Thiers éprouve, tour à tour, le besoin de se faire écouter. Notre opinion est, que ce jeu, à la longue, perd beaucoup de son intérêt, et même qu'il n'est pas sans offrir quelques dangers.

C'est bien notre avis. Depuis la « trêve de Bordeaux », toutes les manifestations de l'opinion du pays par le suffrage universel ont été favorables à la République. M. Thiers le sait, et ne peut, sous peine de mettre la paix intérieure en péril, se laisser soupçonner de la méconnaissance.

## CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Nous avons parlé des plaintes et des protestations qui se sont produites, dès le lendemain du vote, à propos des opérations électorales dans le département du Nord, et notamment au sujet des agissements de la direction des mines d'Anzin, assez gravement mise en cause par le Progrès du Nord.

Le Phare de Dunkerque publie aujourd'hui une lettre datée de Wimzele, et dans laquelle sont signalées les manœuvres d'un garde-champêtre qui, pour exécuter les ordres qu'il avait reçus, sans contester à la

circulaire ministérielle interdisant la distribution des bulletins de vote à domicile, aurait imaginé de faire colporter par ses deux jeunes enfants des bulletins aux noms de MM. Dupont et Bergerot.

En outre, d'après la même lettre, ledit garde-champêtre, auquel est confié le soin de faire tous les vendredis une distribution municipale de pain aux indigents, aurait, lors de la distribution qui précède le vote du 7 janvier, accompagné chacun des lots de pain d'un bulletin Dupont-Bergerot, comme si cet acte de charité hebdomadaire devait être attribué cette fois aux candidats susdésignés.

Le rapporteur de l'élection de M. Dupont, seul élu sur les deux protégés du garde-champêtre de Wimzele, nous édifie sans doute sur la valeur de ces révélations.

La chambre de commerce d'Amiens s'est réunie d'urgence hier lundi.

Elle a protesté formellement, dit le *Mémorial d'Amiens*, contre le projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres, et elle a transmis, séance tenante, à M. le président de la commission du budget de l'Assemblée nationale, quelques-unes de ses observations sur les anomalies que contient ce projet de loi, et sur quelques-unes des nombreuses erreurs qu'elle croit y voir.

La chambre d'Amiens persiste à demander, comme elle n'a cessé de le faire depuis plus de six mois, un impôt d'un pour mille sur toutes les transactions commerciales et industrielles, au moyen d'un timbre adhésif proportionnel sur les factures.

Elle demande en outre l'assimilation complète des chèques aux effets de commerce pour le droit de timbre proportionnel.

Le président de la chambre de commerce a dit, à l'issue de la séance, écrite à ce dernier sujet à M. le président de l'Assemblée nationale.

Le *Figaro* a dernièrement publié un note dans laquelle il était dit que les députés du Rhône n'entendaient « absolument rien » aux intérêts industriels de la ville de Lyon, qu'ils avaient mission de défendre, la chambre de commerce de ladite ville avait dû s'adresser aux députés d'un autre département.

Le *Salut public*, de Lyon, qui n'est certainement pas au nombre des feuilles politiques que le journal de M. de Villemessant poursuit habituellement de ses épigrammes, répond ce qui suit à la note du *Figaro* :

Dans le cas spécial qui nous occupe, la vérité est précisément en opposition parfaite avec les renseignements donnés par le *Figaro*.

Depuis que s'agit cette grave question de l'impôt sur les matières premières, notre Chambre de commerce a été toujours en rapport avec nos députés et n'en a jamais lâché leur activité et leur dévouement. MM. Flotard, Ducarre, — et même M. Milland, — se sont spécialement chargés de défendre auprès du gouvernement les intérêts de notre industrie lyonnaise.

Déjà une première fois, lorsqu'une délégation de notre industrie s'est rendue à Versailles pour plaider la cause lyonnaise, elle a reçu de nos députés le plus sympathique et le plus cordial accueil, et c'est avec eux qu'elle a fait une première démarche auprès de M. Thiers, afin de combattre les idées préconçues du président de la République sur une question de la solution de laquelle dépend l'avenir de notre fabrique.

Cette même délégation, à laquelle a été adjoint un membre, vient de nouveau de se rendre à Versailles, et nos correspondances particulières nous apprennent que c'est M. Flotard qui a servi d'introduit à cette délégation auprès de M. Thiers. Elle n'a donc pas eu besoin de s'adresser, comme le prétend le *Figaro*, à des députés d'un autre département que celui du Rhône.

Quelques-uns des étudiants en médecine et en pharmacie de la faculté de Montpellier ayant été soupçonnés d'avoir pris part aux manifestations tumultueuses auxquelles a donné lieu la présence dans cette ville de M. Cathelineau, une protestation portant une soixantaine de signatures d'étudiants de cette même faculté, a été adressée au *Messenger du Midi*.

Les signataires déclarent que, « toute opinion politique mise de côté, la jeunesse des Ecoles doit vénérer l'homme qui, sous un gouvernement qui n'était pas le sien, a si noblement et si généreusement défendu son pays, dont le sol était foulé par l'étranger. » En insérant cette protestation, le *Messenger du Midi* assure que le journal la République de l'Hérault, à qui elle était également adressée, a refusé de l'insérer.

Le Journal de Toulouse annonce que M. Ch. Ferry, préfet de la Haute-Garonne, a quitté Toulouse vendredi dernier, pour se rendre à Paris.

Une dépêche de l'Agence Havas annonce ce matin que la police de Bordeaux a fait hier une perquisition au domicile du sieur Dugou, menuisier, où a été saisie une mitrailleuse à quatre canons de bronze, du poids de 230 kilos.

Cette nouvelle, qui pouvait paraître assez sérieuse, perd toute sa gravité en présence du renseignement suivant que nous apporte le Journal de Bordeaux :

Nous croyons savoir que cet engin, est la propriété de M. Digot, qui en est l'inventeur et le fabricant. Il a été offert au gouvernement de la défense nationale en octobre 1870, et le public a pu le visiter à la foire dernière, dans une baraque où elle était exposée, le long des allées de Chartres.

## Le Vermersch-Journal

L'arrivée de l'ex-général La Cécilia en Amérique inspire au *Vermersch-Journal* les réflexions qui suivent :

Au moment de finir cet article, j'apprends que La Cécilia vient d'arriver à New-York. Encore un qui nous abandonne et nous trahit. J'aimais cet homme, je l'avais vu à l'œuvre au milieu du sang et du pétrole pendant la semaine terrible de la défaite. Qui m'eût dit, quand il défendait les barricades le revolver à la main ou qu'il incendiait l'hôtel de ville, qui m'eût dit alors que, las de préparer la revanche, il finirait, un jour, par delà l'Atlantique!

Qui, après avoir lu ces lignes, oserait parler d'apaisement, de conciliation?

## LES ACTES OFFICIELS

INTERDICTION DE LA VENTE SUR LA VOIE PUBLIQUE DU GAULOIS ET DE LA CONSTITUTION.

Par arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 15 janvier courant, la vente des journaux le *Gaulois* et la *Constitution* est interdite sur la voie publique, à Paris et dans les départements.

### CONSEILS GÉNÉRAUX

M. Faure a été élu, le 14 janvier, membre du conseil général de la Haute-Garonne, pour le canton de Cintegabelle.

## CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 15 janvier 1872.

La séance de ce jour est présidée par M. Frémyn, M. le président l'autre étant empêché. Diverses remises de l'ordre du jour, au total, à la somme de 10,112 fr., sont accordées à divers locataires de la Ville, notamment à Bercy et Ivry.

M. Girard signale au conseil la différence qui existe entre les chiffres inscrits au budget pour le rendement de l'octroi de 1871 et ceux prévus dans un projet de budget approuvé par M. Arago, maire de Paris, en octobre 1870.

L'orateur réclame une série d'économies dans l'administration de l'octroi, notamment la réduction de certains traitements, des frais de bureaux et de tournées. M. Lockroy demande que ses propositions soient renvoyées à la commission des finances.

M. le préfet déclare que, sans vouloir préjuger en rien le fond même de ces propositions, il ne voit aucun inconvénient à ce qu'elles soient renvoyées aux commissions compétentes.

Le renvoi est adopté. M. le préfet de la Seine présente un rapport par lequel il demande la modification du tarif gradué de la contribution mobilière pour 1872. Cette modification est nécessaire pour établir l'accord entre la Ville et le ministère des finances.

La proposition de M. le préfet est renvoyée à la commission des finances, qui préparera un rapport.

M. Gavrel présente un rapport sur l'établissement de la série de prix pour les constructions de la ville de Paris. Le rapporteur conclut à ce que pas pour les constructions publiques, afin de ne pas peser sur les transactions particulières.

M. Ohnet demande le maintien de la publicité; M. Dubief s'y oppose. M. Nadaud déclare que l'établissement de ces prix est très utile pour régler un tarif qui serait difficile d'établir sans cela. M. Binder demande que ce tarif soit facultatif et que l'on ne puisse pas l'imposer officiellement aux particuliers.

M. Ranc réclame la lecture des propositions de M. le préfet.

M. Alphand, directeur des travaux de la ville, s'efforce de ramener la question à son point de vue réel; il établit que la fixation des prix est indispensable pour dresser les devis.

Il suit de là que l'administration doit s'entendre pour trouver une base uniforme pour les prix, les tarifs variant selon que les travaux étaient exécutés par des ingénieurs ou par des architectes.

M. Alphand ajoute que l'administration désirerait dorénavant faire fixer les prix par une commission mixte d'entrepreneurs et d'ouvriers. L'introduction de ce dernier élément paraît très désirable à l'administration; cette réforme aura une portée conciliatrice très nécessaire dans des temps troublés comme les nôtres. Les ouvriers seront pris parmi les prud'hommes.

Le président de la commission, M. Binder, déclare que ses collègues et lui ne s'opposent pas à l'introduction des ouvriers dans la commission, mais en stipulant toutefois que l'administration serait responsable des décisions.

À la votation, les propositions de l'administration sont adoptées. M. Desouches présente un rapport sur la question des vidanges et égouts. Le conseil vote l'impression du rapport.

Une somme de 7,500 fr. est votée pour réparations des dégâts causés aux établissements scolaires pendant l'insurrection; une autre somme de 4,500 fr. est affectée aux cinéastes, sur la motion de M. Nant. Une concession de terrain est adoptée pour la sépulture de Gustave Lambert, le directeur de l'expédition du pôle nord, blessé à mort dans la journée du 19 janvier 1871. M. Binder présente un rapport sur la liquidation des frais de construction de l'entrepos des boissons à Ivry. La dépense totale est fixée à 117,669 fr.

Après le vote de différents objets de minime importance, et le renvoi à une prochaine séance de la discussion sur les ressources extraordinaires pour 1872, la séance est levée à six heures.

## Le Service funèbre de Notre-Dame

Aujourd'hui a eu lieu, sur l'initiative du conseil de la Société française de secours aux blessés militaires, le service funèbre célébré en l'église métropolitaine de Notre-Dame, en mémoire des officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer, des gardes nationales mobiles, et des corps volontaires morts pendant la guerre.

Cette cérémonie, présidée par Mgr l'archevêque de Paris, a eu toute la solennité à laquelle on s'attendait.

La cathédrale est tendue de noir. Sur les deux côtés du portail se détachent, en rouge, deux écussons entourés de lauriers sur lesquels on lit : 1870-1871, les deux dates fatales. La nef est tendue également. A chaque pilier est suspendu un trophée d'où s'échappent des oriflammes d'argent; et de deux en deux colonnes on lit encore : 1870-1871. Tout est illuminé. Les clarités des lustres se mêlent aux reflets verdâtres d'énormes torches d'argent, au nombre de plus de cinquante, et cette rangée de lumières va se confondre avec les feux multiples des vitraux flamboyants.

La cathédrale est comble jusqu'aux galeries. On a admis, pour la circonstance, ses uniformes de bataille. On voit des gardes mobiles, des gardes nationales, des zouaves Franchetti, des francs-tireurs et des zouaves du pape. Au dehors, le 17<sup>e</sup> de ligne fait la haie avec un piquet de cuirassiers, dont l'un d'eux, un des héros de Reichshoffen, promène le cheval azean de Mac-Mahon, qui assiste à la cérémonie. Au dedans, le 17<sup>e</sup> est échelonné jusqu'au chœur. Les ambulanciers ont, avec la presse, les places d'honneur; puis vient l'armée et les confréries.

Le R. P. Félix prononce une oraison funèbre fort éloquent dans laquelle il démontre l'humanité de la souffrance en face de la gloire et de la patrie.

Le talent du prédicateur bien connu émeut la foule, et plus d'une femme en deuil porte les mains à ses yeux afin d'essuyer une larme. A l'éloquence du prêtre succède la harmonie de l'orgue, tenu par l'organiste ordinaire de Notre-Dame, et accompagné par des chœurs qui entonnent le *Ries ira* de Mozart.

La cérémonie est terminée à deux heures. Parmi les personnes présentes nous n'avons pu distinguer que M<sup>me</sup> Thiers, le général Mac-Mahon, M. de la Grangerie et Mgr Bauer.

## LE NOUVEL HOTEL-DIEU

La Liberté a publié le 7 et le 8 de ce mois un article de M. le docteur Trélat sur la situation, actuellement incertaine, des constructions nouvelles de l'Hôtel-Dieu.

Le conseil municipal a demandé son avis au conseil de surveillance de l'administration de l'Assistance publique; et, à son tour, la Société des médecins et chirurgiens des hôpitaux vient de donner le sien.

Cette Société, composée, comme on sait, des sommités de la science, avait nommé une commission où figuraient les docteurs Broca, Giralde, Hardy, Hérard, Lallier, Lorain, Marjolin, Trélat et Vidal. M. Lorain, rapporteur.

Les commissaires ont examiné les bâtiments à trois points de vue principaux : 1<sup>o</sup> Utilisation complète;

2<sup>o</sup> Démolition absolue;

3<sup>o</sup> Utilisation partielle.

Ce sont MM. Hardy et Hérard qui ont été les plus favorables à la première hypothèse. En principe, les nouvelles constructions sont condamnées; les conditions d'hygiène générale étant absolument insuffisantes pour une agglomération de malades atteints d'affections diverses. Cependant, comme parmi eux se rencontrent, dans des proportions considérables, des maladies de la peau ou des yeux, des plaies aux membres, des contusions, des fractures par suite d'accidents, c'est-à-dire des maladies non organiques, il n'y aurait pas inconvénient à les traiter dans les bâtiments de la Cité.

MM. Giralde, Lallier, Marjolin et Vidal ont examiné la question au point de vue des malades véritables, lesquels, souvent, ne peuvent pas être facilement transportés au loin; ils ont déclaré qu'un hôpital doit être ouvert à tous les besoins, et que le restreindre dans des catégories d'affections, c'est lui retirer son caractère propre d'hôpital. A ce titre, ils ont condamné les nouveaux bâtiments à la démolition.

MM. Broca et Trélat ont indiqué une solution qui pourrait bien être la meilleure : celle d'une utilisation partielle, c'est-à-dire d'aérer le périmètre en démolissant une partie sinon la moitié des bâtiments. Le nombre des lits serait forcément réduit, mais ceux qui resteraient offriraient de meilleures et presque bonnes conditions d'hygiène.

Ce sont ces trois propositions qui ont été discutées dans la séance de la société qui a eu lieu samedi.

Après discussion, M. Hardy avait proposé de conserver les bâtiments pour un nombre de 400 lits au lieu de 800 que comporte le programme actuel.

M. Trélat, éclairé par la discussion générale, et formant en faisceau les opinions de ses honorables confrères, les a formulées dans une conclusion disant en substance que :

« L'Hôtel Dieu, tel qu'il est construit, ne répond pas aux conditions exigées pour un hôpital, par l'état actuel de la science et de l'hygiène. »

Tous les membres de la réunion ont adopté cette déclaration qui pèsera considérablement sur les délibérations subséquentes du conseil municipal.

## A PROPOS DU ROI CAROTTE

Nous rentrons chez nous de retour du théâtre de la Gaîté, après avoir passé par la maison d'Offenbach. Il est de coutume qu'après chaque première du maestro, ses amis — il nous fait la gracieuseté de nous compter parmi eux — se rendent chez lui, soit pour le féliciter d'un succès, soit pour le consoler d'une chute. Mais comme, en dépit de ce qu'a pu imprudemment dire le frère d'un poète charmant, Offenbach est un homme d'esprit; il s'arrange toujours pour avoir un succès. Au moment où, dans son salon, nous lui serions la main : « Ah! mon cher, nous dit-il, un succès ce soir en valait trois! » Et, en effet, rarement sa fête fut aussi mal disposée que celle qui composait l'auditoire de la Gaîté. Le spectateur qui règne au square des Arts-et-Métiers avait en le rare talent de méconter tout le monde : la presse, par ses mesquineries, ses mauvais procédés et ses oublis; le public, par des manœuvres indignes d'un directeur de grande entreprise.

Jamais théâtre de foire, avec ses grosses caisses, ses trombones et ses pasquins couverts de plumes n'a fait plus de bruit, plus de réclame que n'en a fait l'administration de M. Boulet. « Il n'y a plus une place, tout est loué pour quinze jours », disait-elle au public. Quelques niais, pris à cette glose honteuse, ont payé leur place des prix exorbitants. Eh bien! qui le croirait! nous avons vu vendre des fauteuils d'orchestre, à la porte du théâtre, à dix heures, pendant la représentation, au prix de 4 francs! Deux loges sont restées vides dans la salle, ainsi que quelques fauteuils. L'usurier n'est pas comme la vertu, toujours récompensée, heureusement!

C'est cependant avec de pareils procédés que M. Boulet a failli causer un insuccès à une pièce qui porte pourtant la signature de deux hommes de talent, mais qui, en définitive, est bien supérieure à toutes ces banalités, parmi lesquelles on peut citer, par exemple, la *Chatte blanche*, qui a été un grand succès... d'argent.

Nous laissons à notre critique et ami Jancières le soin de parler de la pièce. Nous nous bornons à proposer d'elle à nous adresser à tous nos confrères de la presse et à leur dire : « Ne trouvez-vous pas blessant, indigne de vous, d'être à la merci d'une complaisance de directeur de théâtre? Comment! chaque jour vous insérez pour chacun des directeurs de Paris annonces et réclames; vous payez fort cher des hommes de talent pour parler des œuvres qui se jouent sur leurs scènes, et vous êtes exposés à voir le premier venu d'entre eux, qui se fait marchand de charbon, par exemple, se fait artiste, vous traiter de haut en bas et déclarer ouvertement qu'il se moque de votre influence, qui, d'ailleurs, n'existe pas. Mais ces directeurs — ils sont rares, il faut le dire — oublient-ils donc qu'ils sont nos obligés et que, sans nous, leur existence artistique serait bien compromise ou leur causerait de gros sacrifices. Nous sommes en comptes courants avec eux. Ce qu'ils nous donnent n'est qu'une faible partie de ce qu'ils nous doivent. »

Il est bon qu'on le sache enfin, et ce que nous disons, il y a quelque temps, à propos des chemins de fer, nous le répétons aujourd'hui pour les théâtres : il est temps que, par respect pour elle-même, la presse en finisse avec des complaisances qui semblent au moins compromettre son indépendance et sa dignité. Nous faisons appel à nos confrères plus vieux que nous dans le journalisme; et s'ils pensaient, comme nous, qu'il importe de réglementer les rapports des journaux avec les administrations des théâtres et même des chemins de fer, nous serions aise de nous réunir à eux pour bien établir et bien régler une situation depuis trop longtemps humiliante pour la presse française, et à laquelle nos voisins les Anglais n'ont pas voulu se soumettre.

Les procédés de M. Boulet vis-à-vis des journaux de Paris auront eu au moins le bon côté de mettre fin à des trafics misérables, à des complaisances coupables, et à rendre ainsi à la presse une autorité qu'elle a compromise depuis trop longtemps pour jouir de certains privilèges qu'elle ne détient pourtant qu'en vertu de caprices d'administrations qui, le jour où on les abandonnerait à elles-mêmes, apprécieraient mieux qu'elles ne parais-

sent le faire les services journaliers qu'on leur rend. Nous espérons que notre voix sera entendue.

La presse ne serait pas seule à bénéficier de cette manière de faire. Les administrations théâtrales et des chemins de fer y gagneraient aussi. Le public n'y perdrait rien.

Nous reviendrons sur ce sujet, qui n'est pas sans importance.

## NOS INFORMATIONS

RÉVISION ANNUELLE DES LISTES ÉLECTORALES POUR 1872

En exécution des décrets organique et réglementaire du 2 février 1852, les tableaux des rectifications apportées aux listes électorales sont déposés aux secrétariats des mairies. Les réclamations à fin d'inscriptions ou de radiations seront reçues, aux mairies pendant vingt jours consécutifs, de dix heures du matin à quatre heures du soir, du mardi 16 janvier au dimanche 4 février inclusivement, et ce dernier jour jusqu'à minuit.

Par application des lois des 14 avril et 10 août 1871, la liste électorale pour 1872 sera divisée en deux parties : la première comprendra les électeurs municipaux, c'est-à-dire ceux qui justifieront d'une année de domicile réel dans la ville de Paris; la deuxième, ceux qui n'ayant que six mois de résidence, ne pourront prendre part qu'aux élections politiques.

En venant s'assurer de leur inscription, les électeurs devront faire savoir à la mairie s'ils ont une année de domicile réelle.

### LA PISTE DE VINCENNES

On vient de commencer, par ordre du ministre de la guerre, la construction des baraquements de campement sur le champ de courses de Vincennes. Ces baraques sont destinées à abriter douze mille hommes. Elles sont faites sur un nouveau modèle, qui présente les avantages les plus sérieux. Les travaux de construction dureront un mois environ. Voilà la piste de Vincennes rayée de la liste des hippodromes... *Lugate, equites sportmenque.*

### L'HÔTEL DROUOT

Un grand nombre de curiosités ont été jugées hier à l'hôtel Drouot. Citons, parmi les plus curieuses, un livre d'heures qui a appartenu au comte de Bussy-Rabutin. Mis en vente à 200 francs, il a rapidement atteint le prix de 2,500 francs, auquel il a été adjugé.

### LA SOUSCRIPTION HENRI REGNAULT

Les élèves des beaux-arts viennent de commencer une souscription dans le but d'élever un monument funéraire à Henri Regnaud, et de lui élever une statue dans la grande cour du palais des Beaux-Arts. Des adresses viennent d'être envoyées, à cet effet, aux camarades de la Villa-Médicis, parmi lesquels seront choisis l'architecte et les sculpteurs.

Nous apprenons avec le plus vif plaisir que l'Académie de Copenhague a prévenu tout avertissement en envoyant à l'Ecole une somme de 500 francs, pour le monument dont elle complotait la prochaine construction par l'heureuse insouciance de son sculpteur Tharsden, qui était il y a quelque temps dans notre ville.

### OUVERTURE DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Hier, à onze heures du matin, a eu lieu dans l'hôtel de la Société d'encouragement, rue de l'Abbaye, 17, où ils sont provisoirement établis, l'ouverture des cours de la nouvelle école libre des sciences politiques, dont l'initiative a été prise, comme on sait, par MM. Boutmy et Vinet.

On se plaignait depuis longtemps qu'il n'y eût pas en France d'enseignement organisé des sciences politiques; le public a répondu à cette innovation en s'y portant en foule. La salle était comble d'étudiants qui ont fait un chaleureux accueil à leurs professeurs : MM. Camille Roussel, Levasseur, Em. Boutmy, Anatole Dumoyet, Paul Janet, etc., qui étaient tous présents à cette ouverture.

M. Guizot, Taine et Laboulaye, sous le patronage desquels se place l'école de la rue de l'Abbaye, ont prononcé des discours sur l'éloquence le disputant au savoir. On a ensuite le programme des cours, dont nous avons publié les différentes matières.

### LE PAVILLON DE MÉDICIS

On procède en ce moment aux réparations de la façade du pavillon de l'horloge qui fait face à la colonnade du Louvre. Deux gigantesques échafaudages partant du sol arrivent jusqu'au faite du monument. Le fronton du pavillon a été particulièrement maltraité. A la reçu, dans un rayon de deux ou trois mètres, quatre obus lancés des hauteurs des buttes Chaumont qui l'ont pris à revers et ont creusé dans la pierre d'affreux sillons. L'une des deux cariatides qui supportent le fronton représentant l'ange du jugement dernier a été fort endommagée par les éclats de projectiles. Le bras droit, le cou et une partie de la draperie ont été enlevés. Les réparations des combles et des greniers entraîneront des dépenses considérables. La garde nationale a affirmé que cette partie seule du monument a été atteinte par dix-neuf projectiles de différents calibres.

### LE THÉÂTRE-LYRIQUE

Les travaux du Théâtre-Lyrique doivent commencer sérieusement le mois prochain, nous a dit un des maçons, et les travaux seront poussés alors avec beaucoup d'activité. Nous ne croyons guère à ce pronostic. Y mit-on, du reste, toute l'ardeur désirable, les fonds votés par la ville sont insuffisants. Ces fonds s'élevaient, ainsi que nous l'avons déjà dit, à la somme de 30,000 francs. Ajoutons ce détail, qui en endommagerait le Théâtre-Lyrique le feu a détruit un nombre considérable d'œuvres d'art qu'il sera impossible de remplacer, notamment un tableau de Breton, la *Renée de la Moisson*, qui appartenait à M. Martinet, et qui se trouvait placé dans son cabinet. On estimait ce tableau à 20,000 fr. au moins. C'est M. Gabriel David, architecte de la ville de Paris, qui dirige les travaux.

### SUICIDES

On se rappelle la phrase célèbre de Rochefort : « Au prix où en est le beurre, il faut qu'une jeune fille s'asphyxie ou tourne mal. » C'est le premier parti qu'avaient pris, hier matin, Henriette et Marguerite Soldat, deux sœurs, ouvrières en dentelles, domicili



crées à loger les précieuses archives historiques de toutes les époques militaires, depuis Louis XI jusqu'à nos jours.

Dans les bâtiments qui bordent le boulevard Saint-Germain sont installés les bureaux de géodésie et de photographie, ainsi que tous les bureaux des officiers du corps d'état-major, chargés de la confection de la carte de France.

La sera également, au moyen des dessins, aquarelles, gouaches, etc., qui existent dans les greniers et dans les caves, une sorte de musée historique et chronologique rassemblant tous les grands faits militaires depuis la fin du siècle dernier jusqu'à la campagne d'Italie. Tous ces dessins, exécutés par des artistes du dépôt de la guerre, ont été collectionnés au point de vue de l'étude générale des terrains combinés avec le dispositif des troupes en marche.

Une des curiosités de ce musée sera l'atlas historique, recueilli de cartes, places, croquis, etc., depuis Louis XI jusqu'à nos jours, et contenant plusieurs milliers de planches, dont le classement et l'armistice constituent déjà un travail immense qui a été confié à M. Turpin, le chef laborieux et savant de la section des archives du dépôt.

#### LA GRACE ÉPISCOPALE

On sait qu'en vertu d'un ancien usage, les archevêques de Paris ont le privilège, à leur entrée en fonctions, de faire mettre en liberté un des prisonniers détenus dans les prisons de la Seine. Le nouvel archevêque, Mgr Guibert, vient d'obtenir de M. le président de la République la même faveur dont ses prédécesseurs ont joui jusqu'à présent. En conséquence, il s'est présenté avant-hier à trois heures à la prison de la Santé, accompagné de son grand vicaire et de son secrétaire, et a prié le directeur de la maison de faire conduire devant lui le nommé Teissier, qui subissait une peine de trois années d'emprisonnement. Ce détenu, à qui sa bonne conduite et ses sentiments de repentir avaient mérité cette faveur, a appris de la bouche même du vénérable prélat qu'il lui était fait remise du reste de sa peine.

On peut juger de la joie du malheureux qui, après les courtes formalités de la levée d'écrou, a été mis immédiatement en liberté.

#### LA SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DE FRANCE

La session générale de la Société des agriculteurs de France, qui amène tous les ans à Paris plus de huit cents agriculteurs, s'est réunie hier à une heure, dans la grande salle de la Société d'horticulture, rue de Grenelle-Saint-Germain, 84.

Son président, M. Drouyn de Lhuys, membre de la Société des agriculteurs d'Angleterre, a pris la parole, et, dans un discours admirablement senti, a résumé en quelques mots les bienfaits de la Société, les services qu'elle était appelée à rendre et le rôle qu'il avait joué dans le drame de 1870-1871. Il a été particulièrement ému sur ses relations à cette époque avec les autres Sociétés agricoles étrangères qui s'étaient liguées pour nous venir en aide. Citons à ce propos l'éloquent passage qui suit :

Tandis que les chancelleries étrangères, retranchées derrière la raison d'Etat, répandaient à nos cris de détresse par d'incorables déclarations de non-réception, ou par de vaines protestations de sympathie, les agriculteurs de tous les pays civilisés se sont émus et ont tendu à leurs frères de France une main secourable. Ce sera là peut-être le trait qui frappera davantage l'historien philosophe, lorsqu'il étudiera cette époque troublée où toutes les notions du bien et du mal, toutes les lois divines et humaines ont été confondues dans un horrible chaos. Les peuples, dans leur partie la plus saine, dans celle que n'ont point corrompue des théories perverses, ni égarée d'extravagantes déclamations, ont arboré le drapeau de la fraternité légitime, et affirmé la solidarité des hommes, au milieu du plus épouvantable bouleversement des temps modernes.

Après ce discours fort applaudi, le secrétaire général, M. Emile Lecouteux, a prononcé un discours dans lequel il a résumé fort habilement l'effet de nos désastres sur l'agriculture et ceux qui s'y sont vués, les moyens de remédier à nos maux en ce qui regarde les campagnes et les mesures qui lui étaient urgentes de prendre à cet effet. Il a rappelé ensuite que la Société centrale d'agriculture était une véritable académie, c'est-à-dire la représentation, l'assemblée nationale de la France agricole. A la terminaison élogieuse des discours des sociétaires dont on avait à déplorer le cœur, nous avons vu les sociétaires de la ferme de Petit-Bourg, de M. Decrombe, et du comte de la Jonche de Thill, le président de la Société agricole de la Seine-Inférieure. Citons encore quelques paroles finement lancées à l'adresse de M. Cl. Duvernois, ex-ministre de l'agriculture et du commerce, qui, durant son ministère, a malgré les réclamations de M. Drouyn de Lhuys, été l'ennemi acharné de la proposition de rouvrir l'Institut agronomique de Versailles, supprimé en 1852, et dont la réouverture aura prochainement lieu.

Immédiatement après, on a procédé à la formation des sections, à l'élection des bureaux de sections, et à l'ouverture du scrutin pour les élections du bureau et du conseil de la société.

Il y aura tous les jours, jusqu'à la fin du mois, une séance générale, à une heure précise.

Nous recevons la lettre suivante :

Monsieur le rédacteur,

Vous dites, dans votre numéro du 15 janvier, que je me suis adressé à la municipalité de M. Thiers et aux largesses de M. Jules Simon pour le monument que l'on doit élever à mon père. Vous avez été mal renseigné, monsieur ; je n'ai jamais rien demandé, et j'espère n'avoir jamais besoin de rien demander, ni à M. Thiers, ni à M. Jules Simon, ni à aucun gouvernement, ni pour mon père ni pour moi.

Agrez, monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

A. DUMAS FILS.

#### HOMMES ET CHOSES

Si cela continue, la légation d'Athènes finira par devenir un lieu de déportation pour les hommes politiques en disponibilité, ou qui seront reconnus tant soit peu gênants.

C'est à qui veut partir, c'est à qui n'ira pas.

On est bien en droit de se demander d'où viennent les tergiversations qui sont remarquées à propos de l'envoi d'un ministre français dans ce pays et ailleurs ; et je ne serais pas surpris que toute la tribu des diplomates, et elle est nombreuse, s'occupât à introduire délicatement une quantité considérable de bâtons dans les roues du pouvoir.

Les diplomates, qui ont blanchi sous le har-

nois du protocole, ne peuvent voir sans frémir des postes, autrefois conquis à force d'expérience, convoités par des personnages assurément fort intelligents, mais qui n'en sont pas du bâtiment. C'est le renversement de la tradition et la ruine d'une forteresse jusqu'à la réputation inexpugnable.

Si tout le monde se croit né diplomate, adieu la diplomatie ; elle ne sera plus que d'un vain peuple pense : le métier est gâté.

J'y songe... Cette légation d'Athènes, mais elle a son représentant tout trouvé ; je désigne qu'on rencontre mieux. N'est-il pas un homme, un littérateur du plus haut mérite, peu politique il est vrai — mais qui sait sa Grèce sur le bout du doigt ?

Ne nous a-t-il pas initié, dès longtemps, à ce pays tel qu'il est, débarrassé de ses pompes légendaires, des fictions politiques auxquelles nos études universitaires nous ont habitués ?

N'a-t-il pas écrit un livre, un gros livre sur le gouvernement, l'administration, les mœurs, les hommes et les choses de la nation, mère de toutes nos civilisations ?

Je sais bien qu'il a vu les Hellènes par leurs petits côtés, qu'il a montré le gouvernement livré pour longtemps à des incapables, l'administration en proie aux coquins, les hommes quelque peu brigands et les choses fort délabrées ; mais celui qui a vu tout cela apercevait encore mieux les agissements de la politique. Il aurait découvert ses projets contre la tranquillité de l'Europe et de la France en particulier.

Assurément, si MM. Frisopoulos ou Trichojeouros inventaient une arbalète à aiguille ou la bombe exhalante, ce littérateur en informerait sans retard le gouvernement de M. Thiers, qui s'en irait.

Mais quel gros mais il y a — est-il bien sûr que les Grecs modernes recevraient, avec des fleurs, l'auteur qui les a houpillés avec tant d'esprit que le morceau en est resté au bec de sa plume ?

Pourtant, il ne faut jurer de rien ; les peuples sont oublieux et fantasques. Voyez M. Ernest Picard, il n'avait pourtant rien dit ni rien fait contre les Belges, et ils l'ont reçu — comme on ne l'est pas.

Il existe, dans tout ministère, un employé très respecté et qu'on entoure généralement de prévenances sans nombre. C'est à peu près le seul dont la position ne soit jamais menacée par les fluctuations politiques ; et bien que ses fonctions soient parfaitement définies et n'aient aucune influence sur les événements qui se succèdent, ce qui permettrait de le changer sans conséquence, il est immuable comme une pyramide sur sa base. On devine que je veux parler du caissier.

Au ministère de l'instruction publique, M. Jules Simon a pour cet employé la considération la plus distinguée. Il sait qu'il fera tout ce que lui permettent ses fonctions pour assurer le paiement de son traitement, fût-ce au détriment, ou, pour être plus exact, en risquant de retarder tous les autres services.

Ainsi, nous sommes au 12 janvier, il y a donc déjà longtemps que M. Simon a empoché ; et j'ai vu hier le curé d'une petite commune de Seine-et-Oise, dont le traitement s'élève, on peut être encore plus exact, s'élève à 880 francs par an, soit par mois 73 francs 33 centimes. Eh bien ! il n'a pas touché.

Que voulez-vous que fasse un homme, fût-il curé, avec 70 fr. 33 c. par mois, surtout quand on ne lui paie rien ?

Ce caissier courtois, qui ne manque jamais d'arriver chez son ministre, la bouche en cœur, à l'heure fixe, tenant entre ses doigts, agités d'un doux tremblement, une liasse de beaux billets de Banque, quand ce n'est pas de l'or monnayé, attention si délicate, devrait bien songer un peu à ces pauvres curés de campagne, à ces braves instituteurs de village, qui attendent.

Chose étrange on parle chaque jour de la démission prochaine, ou probable, de tel ou tel ministre, jamais de celle de M. Simon. Tous les ministres passeront, mourront ou démissionneront.

Il n'en restera qu'un : ce sera celui-là !

Si les chroniqueurs de théâtre sont exacts dans leurs récits, la Comédie-Française viendrait de recevoir sociétaires M. Thiron et M<sup>lle</sup> Reichemberg.

Quant à M. Thiron, c'est justice : il l'a bien et légitimement gagné. C'est un acteur qui sait, qui trouve et qui rend. Il y a des rôles de Provost, qui n'ont pas été tenus depuis la mort de ce grand comédien, et que Thiron jouera fort bien, j'en suis sûr.

Mais, pour M<sup>lle</sup> Reichemberg, j'avoue que je ne comprends pas grand chose à la décision prise par MM. les sociétaires. D'abord, en principe, je crois qu'il y a danger, ou plutôt imprudence, à donner une position en quelque sorte inamovible à une artiste chargée d'interpréter ce qu'en style de coulisses on appelle une ingénue.

Quelque talent que déploie l'ingénue, l'âge vient toujours trop tôt, pour elle du moins, et parfois accompagné d'embouppement : on en a vu plus d'un exemple. Si la belle personne, agréable à voir, je le veux bien, n'a pas dans ses cordes le talent de passer aux grandes coquettes ou aux jeunes mères, c'est une non-valeur.

Il est peu d'artistes qui aient pu, comme M<sup>lle</sup> Mars, et après elle, bien qu'à une incommensurable distance M<sup>lle</sup> Plessy, opérer la transition.

Encore, cette dernière n'a-t-elle accompli la transformation qu'après un séjour en Russie.

Si l'ingénue a du talent, beaucoup de talent ; si elle a de l'éloquence des robes, en quelque sorte la reine de la maison, ses prétentions sont tyranniques, ses exigences déraisonnables.

Un fait : Scribe convoque les artistes de la Comédie-Française, pour la lecture d'une comédie intitulée : la *Grand-Mère*, il y avait là deux rôles de femmes adorables : l'Auxelle, âgée de quarante-huit ans ; la petite fille, de seize. Scribe avait écrit la robe de la grand-mère pour M<sup>lle</sup> Mars, un vrai bijou, ciselé avec amour. Tous les effets de la grande artiste étaient calculés sur les souvenirs de ses plus beaux triomphes ; elle aurait obtenu un succès colossal.

Après la lecture, elle revendiqua le rôle de la jeune fille ; et elle avait soixante ans passés ! En fermant les yeux, sa voix, l'organe le plus enchanteur qui ait jamais été entendu au théâtre, pouvait faire illusion ; mais il y avait de vagues rôles de Richelieu ; et quand on ouvrait les yeux, hélas !

La pièce fut jouée au Gymnase.

Défiliez-vous des ingénues. Payez-les cher, très cher, comme un soprano, s'il le faut ; mais n'embarrassez pas l'avenir. Il pleut des médiocrités, elles envahissent ; vous en avez déjà tant !

Je ne dis pas cela pour M<sup>lle</sup> Reichemberg, la jolie enfant ; elle aura peut-être beaucoup de talent un jour ; mais aujourd'hui c'est une pomme bien verte. Elle a le temps d'attendre, le sociétaire en attendant son amour du travail, elle engraissera, et alors... elle ne voudrait plus jouer les grand-mères.

CHRYSALE.

#### ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 15 janvier.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY.

À deux heures et demie la séance est ouverte. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Lestourgie et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'organiser l'assistance publique dans les campagnes.

M. Lestourgie demande que la question soit ajournée jusqu'à ce que la commission de décentralisation administrative ait formulé un projet relatif aux conseils cantonaux ; la question d'assistance publique y est nécessairement connexe.

M. Benoist-d'Azy, rapporteur, répond que la question est grave, importante, et qu'il est nécessaire qu'elle soit étudiée par une commission de l'Assemblée, 13 bureaux sur 15 ont demandé que la commission chargée de l'examen de la proposition fut chargée de statuer également sur le fond.

M. le président procède à l'état de la question. Une proposition a été faite par M. Lestourgie, tendant à nommer une commission chargée d'examiner les questions relatives à l'assistance publique dans les campagnes. La commission d'initiative parlementaire a été saisie. La prise en considération a été proposée et votée. On a renvoyé la proposition dans les bureaux. Il n'a pas été dit qu'une commission serait nommée.

On vous propose de déclarer que la commission nommée dans les bureaux soit immédiatement chargée du fond de la proposition. M. le rapporteur devrait d'abord formuler une demande d'un vote sur la question de la nomination d'une commission.

Après la résolution de cette question, on verra à qui la Chambre renverra l'examen du fond de la question, à la commission chargée de statuer sur la nécessité d'une commission ou à une nouvelle commission.

M. Benoist-d'Azy, rapporteur : Nous nous conformons au règlement, mais nous devons insister sur l'utilité, sur la gravité de la question, dans l'intérêt des campagnes ; nous demandons donc que l'Assemblée décide qu'il y aura une commission nouvelle sur la question à nommer dans les bureaux, et pour cela elle doit décider qu'elle passera à une seconde délibération.

L'Assemblée décide qu'elle passera à une seconde délibération.

M. Sourniaud dépose une proposition qui a pour but d'assurer l'application aux ventes de fonds de commerce et aux cessions de clientèle des articles 1<sup>er</sup> et 69 de la loi du 22 février au III. Après trois mois, le droit serait doublé ; après six mois, il serait quadruplé ; dans le cas de fausses déclarations, le droit serait décuplé.

L'urgence est demandée par l'auteur de la proposition, à laquelle, entre autres, s'est associé M. de Salandy.

L'urgence est déclarée.

Un rapport est déposé sur un crédit extraordinaire d'intérêt local.

M. Testa dépose un projet de loi demandant qu'il soit émis 40 millions de monnaie de cuivre, dont le besoin se faisait sentir pour les ouvriers industriels surtout.

M. Pouyer-Quertier, ministre des finances, fait observer que le besoin n'est pas encore certain ; il y a un stock considérable de monnaie de cuivre. Du reste, M. le ministre ne s'oppose pas à la discussion de la question devant la commission du budget.

L'urgence n'est pas déclarée.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des projets de loi de finances.

M. Johnston commence par examiner certains articles du traité de commerce de 1860 ; il ne croit pas que ces articles aient pu être établis en France un droit sur les matières premières. Si on impose à la douane un certain droit sur les laines anglaises, sur le lin, sur le chanvre, sur la soie, il faut imposer d'un droit égal les produits nationaux, et alors c'est l'agriculture et le produit national qui seront grevés. Le tarif sur la matière première de coton, précédé d'un tarif sur la matière nationale, il y a là une difficulté qui a beaucoup frappé M. Johnston.

En supposant que le traité de commerce avec l'Angleterre soit dénoncé, la dénonciation n'aurait d'effet qu'en février 1873. Le projet sur les matières premières n'aurait aucune utilité en 1872. Que deviendrait ce projet, si le président de la République, que le gouvernement était libre à l'égard des matières premières, et que la dénonciation des traités était indépendante ?

M. Thiers, président de la République : Les articles cités par l'honorable préopinant peuvent donner lieu à l'interprétation subtile qui vient de leur être donnée ; mais dans nos négociations, ces subtilités n'ont jamais été soulevées. Il y a dans la question l'impôt compensateur. Mais les modifications de tarifs. On n'a parlé que des modifications de tarifs.

Il a été bien entendu que si l'on augmentait les charges françaises, ces charges trouveraient leur impôt compensateur sur les matières similaires venant de l'étranger. On nous a déclaré qu'on nous aiderait. Ce n'était pas à nous de fournir des arguments à la diplomatie étrangère. Mais, tenant chagriné-telle ? Aura-t-on résolu d'après les arguments qui auront pu être fournis ici ? (Mouvement.) Toujours est-il que ce n'est pas nous qui en avons fourni. (Nouveau mouvement.)

Explications nous nettement. Aucune objection ne nous a été faite relativement au droit d'importation. Si l'on nous en fait, elle ne viendra pas de nous. (Agitation.) Vraiment, on devrait faire attention aux conséquences des objections que l'on fait ici. (Nouvelle agitation.)

Jamais l'objection n'a été faite sur les droits compensateurs. Vous voyez que nous soulevons des objections pour des étrangers ; nous ne sommes pas de bonne foi. Il était naturel que pour maintenir l'égalité de conditions nous nous appuyassions sur ce qui était stipulé. L'Angleterre, dans sa bonne foi, n'a pas voulu soulever d'objections, afin de nous aider dans les difficultés que la guerre nous a faites.

Il ne faut pas oublier que nous avons tous un grand devoir national à accomplir. Nous avons assez de la question des nouveaux impôts sans le compliquer de la question du libre-échange. On connaît nos opinions ; elles n'ont pas varié. Mais, je le nie, je ne suis pas protectioniste. Il nous faut aller seulement arriver à l'équilibre, et, pour cela, il faut que nous ayons 250 millions de francs de ressources. Pour cela, il faut bien se garder de faire naître des difficultés que personne ici n'a songé à nous opposer. (Agitation profonde.)

M. Johnston : M. le président de la République ne met pas en suspicion mon patriotisme, j'en suis persuadé, car je ne souffrirai jamais que personne me soupçonne à cet égard. J'ai traité les questions dans mon indépendance et en raisonnant sur les textes connus des traités. J'ajoute que, j'ai vécu en honnête homme et que je veux continuer à vivre en honnête homme.

M. Thiers : Je rends pleine justice aux sentiments de l'honorable M. Johnston ; ils sont parfaitement respectables. Mais il me sera bien permis de faire remarquer que quand on discute ici, l'étranger nous écoute, et qu'il faut prendre garde aux arguments que l'on met en avant. (Nouvelle sensation.)

M. le duc Decazes soutient que l'Assemblée, à moins de prononcer son abdication, doit approfondir les questions et surtout les questions financières, les questions d'impôt. Nous ne devons pas oublier les engagements qui nous incombent d'après les traités ; c'est ce que j'examinerai sans manquer des ménagements dont l'autre jour on n'a peut-être pas eu avec beaucoup de sagesse à mon égard.

M. le duc Decazes entre dans l'examen des traités de 1860, et soutient que ces traités sont prononcés d'avance contre l'impôt des matières premières.

M. le président de la République a dit que l'objection de M. Johnston n'est pas nouvelle. M. le président s'est trompé. L'objection n'est pas nouvelle ; elle n'est pas de nous ; elle nous est fournie par le ministre des finances, dans son exposé.

La commission avait recueilli l'opinion de M. le ministre. Je cherche quels arguments subtils nous fournissent à la diplomatie étrangère. Non, nous savons que la diplomatie étrangère n'a pas

besoin de notre aide pour trouver des arguments subtils. La négociation nous est-elle imposée par la lettre des traités ? M. le président de la République dit que non.

Je le veux ; mais elle sera imposée par nos intérêts les plus chers. Nous, la commission, avons pensé qu'il ne fallait pas dénoncer les traités, mais les modifier. Vous, vous voulez les dénoncer.

Frézenz-Gardie, derrière la dénonciation des traités, il y a des représailles économiques. Il faut arriver à l'indépendance commerciale. Il nous faut, dit-on, arriver à la dénonciation des traités de commerce, à reconquérir notre indépendance commerciale.

En bien nous y arriverons, déclare M. le duc Decazes, au prix de notre exportation de vins d'ici peu de chose. L'exportation a été très grande, considérable !

Mais quand vous aurez frappé les laines de l'Uruguay, de la Plata, de l'Australie en peau, et bien d'autres matières premières d'impôts qui ne les frappent en rien aujourd'hui, d'où venez-vous qu'il n'y ait des représailles contre nos produits de bien des côtés ?

M. le duc Decazes relève l'assertion de M. le président de la République disant que, lors de l'impôt sur les matières premières, il n'y avait pas de ressources autres, pas d'autre chose que la ruine. L'espère que la suite de la discussion prouvera le contraire.

L'orateur entre ensuite dans des détails précis, corroborés de chiffres techniques. Il soutient que la dénonciation des traités de commerce, relativement aux laines, n'aurait pas l'effet de protection qu'on en espérait pour notre agriculture. On ne doit pas oublier que l'industrie et l'agriculture sont solidaires l'une de l'autre, et la prospérité de l'une est la prospérité de la seconde.

Quant à la soie, M. le duc Decazes trouve qu'il y a beaucoup à perdre, pour cette industrie, dans l'impôt sur les matières premières ; il y aurait 2 millions de soie française qui sortiraient et seraient imposés. M. le duc Decazes termine en rendant hommage au patriotisme de M. le président de la République et en remerciant l'Assemblée de l'avoir lui-même bienveillamment écouté. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. Thiers, président de la République, voudrait d'abord qu'on ne confondît pas deux questions : celle des impôts sur les matières premières et celle de la dénonciation des traités de commerce. Les traités de 1860 sont détestables, surtout parce qu'ils ont été conclus sans que le pays ait été consulté. Mais, j'ai le gouvernement actuel ne fera comme l'empire : il ne fera pas sans consulter le pays, une contre-révolution économique.

Quant à ce qu'a dit M. le ministre des finances, il n'y a pas d'équivoque ; il a déclaré qu'on négocierait sur les tarifs et pas autre chose. Mais si l'on veut absolument parler des traités de commerce de 1860, M. Thiers y est contraire en principe. Il n'y a pas de traités de commerce, il y a une nuit par cinq ou six personnes en dehors du pays ; il y est contraire aussi par suite des conséquences déplorables que ces traités ont eues ; il y a des provinces ravagées entièrement par ces traités dans l'industrie, notamment dans l'industrie du fer.

M. Johnston a demandé à M. Thiers de la sauvegarde. M. Thiers lui-même a dit ému et a fait droit en quelque partie à ces réclamations, à l'égard des admissions temporaires ; la marine marchande a également souffert et souffrira énormément.

Beaucoup d'hommes de l'Empire ont reconnu le mal que les traités de commerce nous ont fait. Ils ont été déçus. Ils y ont eu tort. L'industrie des tissus mélangés de soie, de laine et de coton qui dans beaucoup de villes a succombé. Aujourd'hui le mouvement industriel est immense sur les chemins de fer, et ce transport ne peut plus suffire quand, en 1869, il y avait un seul chemin de fer. Les stocks sont établis dans dix-huit mois de chômage, la concurrence étrangère agit de nouveau et d'une manière dévastatrice.

Dans les termes les plus modérés on devra demander quelque chose pour les cotons, si on reprend les négociations.

Il ne s'agit pas de déchirer des traités de commerce, mais de les modifier. Il y a eu une seule objection, tellement elles ont été modifiées ; on nous a dit que nous avions l'air de manquer à nos principes ; j'ai répondu qu'il n'en était rien, puisqu'il était prévu qu'au bout de deux ans il pourrait être apporté des modifications au traité.

Nous regardons nous à-t-on répondu, que ces traités nous ont été demandés par la France, étaient une violation des principes commerciaux, et nous préférons la liberté des traités. On s'est séparé sans conclusion, avec promesse d'examiner si on ne pourrait arriver à la conciliation par des concessions.

Je n'ai point voulu dénoncer les traités. Seule l'Assemblée en a le pouvoir, et, quant à moi, j'ai chargé des négociations. J'écrirai avec le plus grand soin toute collision commerciale avec l'Angleterre.

Je vous parle en honnête homme et loyalement. Si, comme nous, vous traitez z, messieurs, vous verriez quels dangers renferment ces traités de commerce. Ils ont été mauvais, ils le sont toujours, et dans la pratique, c'est celui dans lequel on s'engage à traiter la nation contractante comme la plus favorisée. (Très bien !)

L'honorable orateur signale les conséquences qui en résultent au point de vue du commerce avec les grands entrepôts maritimes. Chaque nation veut dire : Laissez-entrez nos produits, et à telle ou telle condition, puisque nous devons être traités comme les nations les plus favorisées. (Approbation.)

Nous ne voulons à aucun degré dénoncer les traités, ni apporter aucun trouble commercial ; nous demandons de simples modifications de tarifs. L'Assemblée en a le pouvoir, et, quant à moi, j'ai chargé des négociations. J'écrirai avec le plus grand soin toute collision commerciale avec l'Angleterre.

Je vous parle en honnête homme et loyalement. Si, comme nous, vous traitez z, messieurs, vous verriez quels dangers renferment ces traités de commerce. Ils ont été mauvais, ils le sont toujours, et dans la pratique, c'est celui dans lequel on s'engage à traiter la nation contractante comme la plus favorisée. (Très bien !)

L'honorable orateur signale les conséquences qui en résultent au point de vue du commerce avec les grands entrepôts maritimes. Chaque nation veut dire : Laissez-entrez nos produits, et à telle ou telle condition, puisque nous devons être traités comme les nations les plus favorisées. (Approbation.)

Nous ne voulons à aucun degré dénoncer les traités, ni apporter aucun trouble commercial ; nous demandons de simples modifications de tarifs. L'Assemblée en a le pouvoir, et, quant à moi, j'ai chargé des négociations. J'écrirai avec le plus grand soin toute collision commerciale avec l'Angleterre.

Je vous parle en honnête homme et loyalement. Si, comme nous, vous traitez z, messieurs, vous verriez quels dangers renferment ces traités de commerce. Ils ont été mauvais, ils le sont toujours, et dans la pratique, c'est celui dans lequel on s'engage à traiter la nation contractante comme la plus favorisée. (Très bien !)

L'honorable orateur signale les conséquences qui en résultent au point de vue du commerce avec les grands entrepôts maritimes. Chaque nation veut dire : Laissez-entrez nos produits, et à telle ou telle condition, puisque nous devons être traités comme les nations les plus favorisées. (Approbation.)

Nous ne voulons à aucun degré dénoncer les traités, ni apporter aucun trouble commercial ; nous demandons de simples modifications de tarifs. L'Assemblée en a le pouvoir, et, quant à moi, j'ai chargé des négociations. J'écrirai avec le plus grand soin toute collision commerciale avec l'Angleterre.

Je vous parle en honnête homme et loyalement. Si, comme nous, vous traitez z, messieurs, vous verriez quels dangers renferment ces traités de commerce. Ils ont été mauvais, ils le sont toujours, et dans la pratique, c'est celui dans lequel on s'engage à traiter la nation contractante comme la plus favorisée. (Très bien !)

L'honorable orateur signale les conséquences qui en résultent au point de vue du commerce avec les grands entrepôts maritimes. Chaque nation veut dire : Laissez-entrez nos produits, et à telle ou telle condition, puisque nous devons être traités comme les nations les plus favorisées. (Approbation.)

Nous ne voulons à aucun degré dénoncer les traités, ni apporter aucun trouble commercial ; nous demandons de simples modifications de tarifs. L'Assemblée en a le pouvoir, et, quant à moi, j'ai chargé des négociations. J'écrirai avec le plus grand soin toute collision commerciale avec l'Angleterre.

Je vous parle en honnête homme et loyalement. Si, comme nous, vous traitez z, messieurs, vous verriez quels dangers renferment ces traités de commerce. Ils ont été mauvais, ils le sont toujours, et dans la pratique, c'est celui dans lequel on s'engage à traiter la nation contractante comme la plus favorisée. (Très bien !)

L'honorable orateur signale les conséquences qui en résultent au point de vue du commerce avec les grands entrepôts maritimes. Chaque nation veut dire : Laissez-entrez nos produits, et à telle ou telle condition, puisque nous devons être traités comme les nations les plus favorisées. (Approbation.)

Nous ne voulons à aucun degré dénoncer les traités, ni apporter aucun trouble commercial ; nous demandons de simples modifications de tarifs. L'Assemblée en a le pouvoir, et, quant à moi, j'ai chargé des négociations. J'écrirai avec le plus grand soin toute collision commerciale avec l'Angleterre.

Je vous parle en honnête homme et loyalement. Si, comme nous, vous traitez z, messieurs, vous verriez quels dangers renferment ces traités de commerce. Ils ont été mauvais, ils le sont toujours, et dans la pratique, c'est celui dans lequel on s'engage à traiter la nation contractante comme la plus favorisée. (Très bien !)

L'honorable orateur signale les conséquences qui en résultent au point de vue du commerce avec les grands entrepôts maritimes. Chaque nation veut dire : Laissez-entrez nos produits, et à telle ou telle condition, puisque nous devons être traités comme les nations les plus favorisées. (Approbation.)

Nous ne voulons à aucun degré dénoncer les traités, ni apporter aucun trouble commercial ; nous demandons de simples modifications de tarifs. L'Assemblée en a le pouvoir, et, quant à moi, j'ai chargé des négociations. J'écrirai avec le plus grand soin toute collision commerciale avec l'Angleterre.

Je vous parle en honnête homme et loyalement. Si, comme nous, vous traitez z, messieurs, vous verriez quels dangers renferment ces traités de commerce. Ils ont été mauvais, ils le sont toujours, et dans la pratique, c'est celui dans lequel on s'engage à traiter la nation contractante comme la plus favorisée. (Très bien !)

L'honorable orateur signale les conséquences qui en résultent au point de vue du commerce avec les grands entrepôts maritimes. Chaque nation veut dire : Laissez-entrez nos produits, et à telle ou telle condition, puisque nous devons être traités comme les nations les plus favorisées. (Approbation.)

Nous ne voulons à aucun degré dénoncer les traités, ni apporter aucun trouble commercial ; nous demandons de simples modifications de tarifs. L'Assemblée en a le pouvoir, et,



